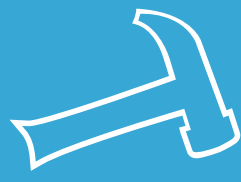




**Repenser,**



**Reconstruire,**



**Renouveler.**

# 10 solutions pour le budget fédéral

## 1 Réduire la pauvreté de 25 % au cours des cinq prochaines années

**L'HISTOIRE RÉVÈLE QUE** les récessions ont les répercussions les plus lourdes sur les pauvres du Canada, car elles creusent l'écart de revenu entre les riches et le reste d'entre nous et marginalise davantage les Canadiens et les Canadiennes. Même avant la récession, un Canadien sur 10 vivait dans la pauvreté — lorsque l'économie était à son mieux. Ce chiffre passe à un sur quatre chez les immigrants et les femmes racialisées, les femmes handicapées et les Autochtones des deux sexes.

Maintenant plus que jamais, le moment est venu pour le gouvernement fédéral d'appuyer les efforts de réduction de la pauvreté déployés par les gouvernements provinciaux du Canada. Le leadership fédéral pourrait permettre au Canada de devenir un chef de file en établissant des objectifs clairs et en respectant des calendriers en matière de réduction de la pauvreté. L'ABGF 2011 présente un plan de réduction de la pauvreté au Canada au cours des cinq prochaines années.

## 2 Établir un régime fiscal équitable

**IL N'Y A RIEN** de plus facilement aguichant sur le plan politique que les réductions d'impôt, mais elles ont un coût. Les réductions d'impôt accordées par le gouvernement Harper entre 2006 et 2013–2014 atteignent un total renversant de 220 milliards de dollars. L'enjeu en l'occurrence, c'est la course vers le bas à laquelle participe le gouvernement Harper en ce qui a trait à l'impôt sur le revenu des sociétés : il insiste pour réduire davantage le taux d'impôt sur les revenus des sociétés pour le ramener de 28 % à 15 %.

Par ailleurs, les allègements fiscaux sur les options d'achat d'actions font partie de la rémunération des cadres de direction et imposent aux contribuables un prix énorme. La tranche des 1 % les plus riches du Canada s'en tire mieux que jamais depuis les années folles. Ils peuvent contribuer à la santé et au bien-être de toute la population canadienne. L'ABGF propose une série de changements fiscaux qui redonneront son équité au

régime fiscal du Canada et contribueront à la création d'emplois et à l'expansion des services publics qui gardent le Canada au travail, comme un programme national de services de garderie.

## 3 Faire fonctionner le système d'assurance-emploi pour ceux qui perdent leur travail

**AUJOURD'HUI, MOINS DE** la moitié des 1,5 million de sans-travail du Canada touchent des prestations d'assurance-emploi (AE), même si le taux de chômage national atteint presque 8 %. Les mesures spéciales de l'AE annoncées dans le budget fédéral de 2009 ont pris fin — longtemps avant que le marché du travail se rétablisse réellement.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral montre comment le système d'assurance-emploi pourrait fonctionner pour ceux qui ont perdu leur travail en prolongeant les prestations, fournissant des prestations spéciales de formation et ramenant les conditions d'admission à 360 heures. L'ABGF améliore aussi l'aide à l'enseignement postsecondaire. Ces réformes aideraient à stimuler les communautés durement touchées et l'économie dans son ensemble.

## 4 Réparer nos villes et créer des emplois au moyen d'un programme national de construction d'infrastructures publiques

**CONJUGUÉES AU DÉLESTAGE** de plusieurs programmes de services sur les administrations municipales, des décennies de réduction du financement affecté aux infrastructures ont abouti à un « déficit au chapitre des infrastructures municipales » que la Fédération canadienne des municipalités estime de façon conservatrice à 123 milliards de dollars.

La récession a prouvé que les trois ordres de gouvernement pouvaient conjuguer leurs efforts dans les meilleurs intérêts de la population canadienne. L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral établit le coût d'un programme d'infrastructures physiques et sociales

axé sur la collaboration afin d'aider à protéger les emplois et à renforcer les programmes publics et les infrastructures du Canada comme les ponts et chaussées, les conduites d'eau maîtresses et les édifices publics.

## 5 Mettre en œuvre un régime public d'assurance-médicaments pour toute la population canadienne

**LE SYSTÈME ACTUEL** d'achat de médicaments d'ordonnance au Canada est un système hybride constitué de multiples régimes publics et privés d'assurance-médicaments. La diversité des régimes signifie que la majorité des Canadiens et des Canadiennes sont couverts selon la province où ils habitent ou leur lieu de travail, mais n'ont pas nécessairement en fonction de leurs besoins médicaux. Plus de 3 millions de Canadiens et des Canadiennes ont admis n'avoir pas fait remplir une ordonnance au cours de la dernière année parce qu'ils n'en avaient pas les moyens.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral montre comment un régime public universel d'assurance-médicaments pourrait réduire d'environ 43 % (10,7 milliards de dollars) la facture annuelle de médicaments d'ordonnance du Canada. L'argent ainsi épargné compenserait les coûts de lancement de programmes et la plupart des sommes épargnées iraient aux provinces où les coûts des médicaments exercent des pressions sur les budgets de la santé.

## 6 Protéger et améliorer les pensions publiques

**PLUS DES DEUX** tiers des travailleurs canadiens n'ont pas de régime de pension d'employeur et environ le tiers seulement de ceux qui ont le droit de cotiser à un REER le font vraiment. Les régimes de pensions publics du Canada ne suffisent pas pour offrir un revenu de retraite décent aux Canadiens et aux Canadiennes.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral propose des modifications du Régime de pensions du Canada (RPC), du supplément de revenu garanti (SRG) et de la sécurité de la vieillesse (SV) qui aideraient à faire disparaître la pauvreté chez les personnes âgées.

## 7 Aider les familles en créant des services de garderie universels et financés par le secteur public

**AU MOINS TROIS** quarts des Canadiens et des Canadiennes appuient un programme national de services de garderie et considèrent comme un problème sérieux le manque de services de garderie abordables. Les services de garde à l'enfance créent des emplois, participent à l'expansion de l'économie et sont plus que

rentables à long terme. Le leadership fédéral en matière de services d'éducation et de garde à l'enfance est le dernier obstacle qui empêche de réaliser des progrès importants.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral établit un cadre stratégique de collaboration avec les provinces et les territoires afin de fournir une aide financière importante aux services universels publics d'éducation et de garde à l'enfance.

## 8 Investir dans les Premières nations

**DANS UN CONTEXTE** de contraintes budgétaires continues, les investissements stratégiques dans les Premières nations et leurs populations sont logiques. Les Premières nations sont aux prises avec une crise économique profonde. Elles ont beaucoup de retard sur le reste du Canada pour ce qui est de tous les indicateurs socioéconomiques. Les Autochtones du Canada constituent la population la plus jeune et qui augmente le plus rapidement au Canada. Il est prioritaire de régler les atrocités du passé et d'espérer dans l'avenir.

L'ABGF de cette année offre une aide améliorée aux administrations des Premières nations, des programmes d'acquisition continue du savoir, des investissements dans une meilleure santé et la guérison, des possibilités économiques, la durabilité environnementale, des possibilités d'enseignement postsecondaire et des infrastructures communautaires comme de l'eau propre. Elle rétablit aussi la justice pour les femmes des Premières nations en commençant par un investissement important consacré aux Sœurs par l'esprit.

## 9 Faire du Canada un chef de file dans le domaine de l'environnement sur la scène internationale

**L'ENVIRONNEMENT DU CANADA** joue un rôle pivot dans la prospérité et la santé des Canadiens et des Canadiennes. En retardant les interventions visant à régler les problèmes environnementaux du Canada, on retardera des occasions d'affaires, augmentera les coûts financiers et économiques de la protection future de l'environnement et alourdira le risque pour la santé collective des Canadiens et des Canadiennes et le climat.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral établit un plan détaillé pour relever les défis environnementaux complexes qui se posent au Canada et en faire un chef de file en environnement. Elle nous montre comment nous pouvons transformer l'économie canadienne en un chef de file mondial, en économie qui restaure l'environnement, crée des emplois et préserve la qualité de vie enviable de ses citoyens.

**10** Lorsqu'il est question de réduire le déficit, il ne faut pas paniquer

**COMPARATIVEMENT À LA** plupart des pays industrialisés, le Canada se retrouve dans une situation budgétaire enviable. Le déficit du Canada devrait reculer à 11,7 milliards de dollars en deux ans (2013–2014). Même si le Canada consacrait encore 500 milliards de dollars à des initiatives de création d'emplois et à la prestation de services au public, nous aurions toujours quand même le ratio d'endettement sur le PIB le plus faible du G8 (sur un pied d'égalité avec l'Allemagne). La réduction du déficit constitue le mauvais objectif. Il n'est pas nécessaire d'appuyer sur le bouton de panique.

Profitons plutôt de cette lancée pour nous attaquer au problème de 123 milliards de dollars posé par les

infrastructures vieillissantes que sont les routes, les égouts, les réseaux de distribution d'eau, les ponts et les édifices que la génération de nos parents et de nos grands-parents ont construits pour notre bien collectif. La réparation et la construction de notre infrastructure physique et sociale créent des emplois, fournissent les services nécessaires (comme les services de garde à 10 \$ par jour), transportent le Canada vers l'avenir (comme une stratégie nationale de connectivité Internet) et créent et protègent des emplois lorsque nous en avons besoin. L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral atteint tous ces buts d'une façon responsable sur le plan budgétaire en montrant comment il est possible d'atteindre tous ces objectifs tout en réduisant le déficit aussi rapidement que le gouvernement peut le faire.



**CCPA**  
CANADIAN CENTRE  
for POLICY ALTERNATIVES  
CENTRE CANADIEN  
de POLITIQUES ALTERNATIVES

[www.policyalternatives.ca](http://www.policyalternatives.ca)  
205–75 rue Albert, Ottawa, ON K1P 5E7  
613-563-1341 [info@policyalternatives.ca](mailto:info@policyalternatives.ca)